L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN, 18 MARS 1881. 54me Année.

BUREAUX : rue de Chartres No 73.

DUFOUR & LEREE, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 18 MARS 1881.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par H. Bleis & Co., au No 35, rue de Chartres : Bières, meubles et broderies.

La souveraineté de l'Etat et les contrats.

Nous avons exprimé notre approbation de la décision récemment rendue par la Cour Suprême de la Louisiane, parce qu'elle nous paraît conforme aux vrais principes du droit constitutionnel en matière de souveraineté gouvernementale. La souveraineté de l'Etat serait un vain mot s'il était permis aux juges, soit législateurs, soit d'Etat, de la mettre de côté sous prétexte de respect dû aux contrats. On peut torturer certains arrêts pour en tirer des conclusions forcées plus ou moins applicables au cas récemment décidé, mais il y a une jurisprudence générale que nul ne peut contester et qui tient encore état, c'est celle qui a affirmé et réaffirmé à maintes reprises la doctrine suivant laquelle un Etat ne peut être poursuivi judiciairement, ni directement comme Etat, ni indirectement par les fonctionnaires qui le représentent.

Ceux qui font si bon marché de la constitution de 1879 et du règlement qui la Convention souveraine de la Louisiane a jugé bon d'adopter pour la forme d'Etat, oublient que les objections qu'ils présentent contre cette constitution, en invoquant le respect dû aux contrats, ont été également présentées contre le plan de conversion de Kellogg et l'amendement constitutionnel qui l'avait ratifié. Ils oublient encore qu'il ne s'est pas trouvé une seule cour d'Etat, ni une seule cour fédérale qui ait admis les créanciers à réclamer contre la réduction de leurs créances à 60 pour cent et qu'il a été rendu de nombreuses décisions déboutant toutes invariablement les porteurs d'anciens Bons de leurs demandes soit contre l'Etat, soit contre ses fonctionnaires.

Les cours n'ont pas approuvé la violation des contrats, mais elles se sont déclarées impuissantes contre l'acte souverain de l'Etat qui avait jugé nécessaire de réduire la dette à des limites proportionnées aux ressources de la population. Ce qui a pu être fait par la législature de Kellogg, a pu l'être assurément par une assemblée constituante, investie de tous les pouvoirs par le souverain. Dans le second cas comme dans le premier, d'ailleurs, la ratification par le peuple a été obtenue.

Comme nous l'avons déjà soutenu dans ces colonnes, l'article de la Constitution fédérale qui interdit aux Etats de porter atteinte aux contrats, n'est pas applicable aux actes gouvernementaux, ni aux pouvoirs qui appartiennent au peuple et qui ne peuvent être aliénés ni par les législatures, ni même par les conventions.

La Cour Suprême des Etats-Unis elle-même, décidé que l'article dont il s'agit est inapplicable aux contrats qui aliéneraient les pouvoirs de police. Il doit en être de même des autres droits gouvernementaux, dont plusieurs sont supérieurs en importance aux pouvoirs de police. Or, la souveraineté réside dans le peuple et ce qu'une législature ou une convention a fait, une autre convention peut toujours le défaire. Autrement la souveraineté ne serait pas permanente, puisqu'une génération pourrait restreindre le droit de la génération suivante.

On peut discuter la moralité ou l'opportunité d'une mesure de conversion ou de réduction, on ne saurait contester le droit du peuple à l'adopter, et la mesure fût-elle injuste et dommageable à des intérêts particuliers, le seul recours pouvait aux intérêts lésés est le recours au souverain lui-même pour qu'il revienne sur sa décision.

Les créanciers publics ne sont pas plus admissibles à réclamer devant les Cours contre les actes de la convention de 1879, qu'ils ne l'étaient à vouloir faire renverser par le pouvoir judiciaire le plan de conversion de Kellogg. Ils ont beau déguiser leur attaque contre l'Etat sous le masque d'un procès pour obliger des fonctionnaires à remplir un devoir ministériel, leur demande n'en est pas moins, au fond, dirigée contre l'Etat; elle n'en a pas moins pour but de faire invalider l'acte souverain de la convention et du peuple de la Louisiane. Ils ne sont pas recevables à le faire et c'est avec juste raison que notre Cour Suprême vient de le décider ainsi.

C'est avec une profonde satisfaction que nous avons vu notre tribunal le plus élevé réaffirmer le respect dû à la volonté du peuple de l'Etat, car il y a depuis quelque temps une tendance trop marquée de la part du pouvoir judiciaire à invalider les actes du pouvoir législatif et du pouvoir constituant. Le juge doit interpréter les textes suivant leur lettre et leur esprit, il n'a aucune qualité pour les abolir sous prétexte d'interprétation. Il ne doit déclarer une loi inconstitutionnelle que lorsqu'elle est clairement et explicitement contraire à la Constitution; dans le doute il doit respect à la loi; et, quand il s'agit de la Constitution même de l'Etat, dont les Cours sont les créatures, le juge d'Etat doit s'arrêter avant de porter une main sacrilège sur ce qui est l'expression de la volonté suprême du peuple au nom duquel il rend la justice.

Objecte-t-on qu'il y a conflit entre la Constitution de l'Etat et celle des Etats-Unis? Le juge, soit fédéral, soit d'Etat, doit suivre la même règle, et il ne doit s'écarter du respect dû à la Constitution d'Etat que si elle est ouvertement contraire à une clause formelle de la Constitution fédérale. Ce n'est pas avec une interprétation élastique de la clause sur le respect dû aux contrats que le judiciaire peut déchirer une constitution d'Etat. « Le mot contrat ne doit s'entendre que des choses qui peuvent être l'objet de transactions privées. Et même prises dans ce sens, l'interdiction n'a jamais été considérée comme absolue, puisqu'on n'a jamais contesté aux Etats le droit de faire des lois sur les faillites et la cession de bien, quoique ces lois portent atteinte aux contrats par permettant un débiteur failli de se libérer sans payer la totalité de ses dettes.

Ce que l'Etat peut permettre à un débiteur malheureux, il peut à plus forte raison, se le permettre à lui même. Il n'est pas de contrat qu'puisse obliger l'Etat à lever des taxes pour le paiement de ses dettes; il a faire votes des allocations à cet effet par une législature, et la volonté du peuple exprimée par une constitution n'y oppose.

L'équité n'a rien à voir dans la décision d'un peuple comme celui qui vient d'être décidé par notre Cour Suprême. C'est devant la convention qu'il fallait plaider l'équité et ajustice, qu'elle l'a été, et même très éloquemment. Aussi est-ce en pleine connaissance de cause que la convention s'est décidée. Il restait une ressource aux créanciers, celle de s'adresser au peuple pour qu'il rejetât

de ratifier la Constitution. Le peuple a prononcé en dernier ressort et il n'appartient pas au pouvoir judiciaire de réviser sa décision. Ce serait un jugement de nouveau, une atteinte à la souveraineté de l'Etat.

Le Mississippi et ses tributaires.—Nous avons reçu du National Republican Printing-House, de Washington, un exemplaire d'une brochure portant le titre qui précède. C'est une compilation par Alex. D. Anderson de tout ce qui a trait à la navigation du Mississippi et au commerce de la grande vallée qu'arrosent le fleuve et ses tributaires. La brochure renferme des statistiques et des cartes et donne en appendice la loi qui a créé la commission du fleuve Mississippi. C'est un travail fort intéressant à consulter.

Nos quais.—Nous avons reçu de M. M. R. Chew une petite brochure en faveur de la ferme des quais, qui contient d'excellents arguments tirés des usages suivis dans les autres grandes villes commerciales.

Ce qu'il en coûte de boire.—Un statisticien a calculé que depuis cinq ans seulement le peuple des Etats-Unis a payé pour des boissons fermentées la bagatelle de trois milliards de dollars ($3,000,000,000), plus de 15 milliards de francs. Cette somme suffirait à payer toutes les dettes fédérales et locales. Un argument de plus pour les partisans de la tempérance. Mais il est douteux que les buveurs consentent à se priver de boissons fermentées et à déposer dans un tronc l'argent qu'ils auraient dépensé en *drinks*, pour l'affecter au paiement des dettes.

Une lettre de M. de Lesseps.—Le rapport annuel de la Chambre syndicale du commerce français à la Nouvelle-Orléans ayant été envoyé à M. de Lesseps, il a adressé en réponse la lettre suivante à M. L. Grand, l'un des vice-présidents de la Chambre.

Compagnie Universelle du Canal Interocéanique.

Paris, 2 mars 1881.

Monsieur L. Grand, Nlle-Orléans.

Monsieur :

Je sais tout l'intérêt que prend la Nlle-Orléans à l'œuvre du canal de Panama qui doit lui apporter une prospérité nouvelle, ouvrant à son commerce de larges débouchés sur les côtes du Pacifique. Aussi le témoignage de la Chambre syndicale consultative du commerce français me m'a pas surpris ; mais il m'a été très sensible, et je vous prie d'être mon interprète auprès des membres de cette honorable société, et de recevoir vous-même tous mes remerciements pour le rapport que vous avez eu l'aimable attention de m'envoyer.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : FERD. DE LESSEPS.

Le port de Rouen.—Nous avons déjà mentionné les améliorations introduites dans la navigation de la Seine et des avantages qui en résultent pour le port de Rouen. Le paragraphe suivant extrait du *Nouvelliste de Rouen* du 26 février, indique que les navires trouvent à ce port toutes les facilités pour un prompt déchargement.

Tout le monde a pu voir, ces jours derniers, amarrés au quai de la Bourse, deux magnifiques steamers, *Edendale* et le *Kjobenhavn*, vaisseau le premier de la Nouvelle-Orléans, le second des Nagles; mais on n'a pas assez remarqué le peu de temps qui s'est écoulé entre leur mise en quai et leur départ. Arrivé le 15 février, l'*Edendale* est parti le 19, après avoir déchargé 2,000 tonnes de maïs et 250 balles de coton; le *Kjobenhavn*, arrivé le 17, est reparti le 19, a été déchargé de 900 tonnes de vin en quarante-huit heures. On peut juger, par ces résultats, de la puissance des moyens que le port de Rouen peut mettre à la disposition du commerce pour l'embarquement et le débarquement des marchandises.

—Le jour de la fête de Victor Hugo, un touchant incident a eu lieu, qui montre comment les habitants de Strasbourg sont reconnaissants à l'ovation faite par la France à Victor Hugo. M. Rauscher avait exposé à la devanture de son magasin de papeterie, une magnifique photographie au charbon de Victor Hugo; la photographie était ensuite d'une couronne de lauriers en or et entrecroisée de rubans de soie aux couleurs strasbourgeoises, rouge et blanc, et aux larges rubans brillaient en caractères d'or les dates de 1802 et de 1881. Toute la journée, les habitants de Strasbourg ont défilé devant le portrait du grand poète français, auquel ils ont rendu un discret et touchant hommage.

La soirée au Casino, où a dû, aux applaudissements enthousiastes de la salle, une scène de *Ruy Blas*. Le *Journal d'Alsace* a envoyé le portrait de Victor Hugo à tous ses abonnés.

—La commission d'enquête sur les actes du général Cissey a-t-eu hier une importante séance pour arriver à la clôture définitive de ses travaux.

Le président, M. Philippoteaux, a présenté un résumé sommaire et rapide de ses travaux. La commission en est à sa trente-septième séance et a entendu cent cinquante témoins. Elle a en outre entendu il y a quelques jours les rapports qui lui ont été présentés par MM. Langlois, Le Faure, Drolelle, Pétimier et Farcy, sur les marchés qu'ils avaient été chargés d'étudier à l'aide des dossiers du ministère de la guerre.

Hier il restait à statuer sur le fond même de la question. Deux questions principales lui ont été soumises :

1° M. de Cissey avait-il été un traître ?

2° M. de Cissey avait-il été un ministre concussionnaire ?

A l'unanimité, la commission a répondu négativement à ces deux questions. Dix membres sur vingt-deux étaient présents et ont pris part à ce vote capital.

M. Farcy a ensuite donné lecture de son rapport sur la vente des 100,000 chassepots.

A la suite de cette lecture, une discussion fort vive s'est engagée.

M. de Cissey devait-il être rendu responsable de faits qui se rattachent intimement aux traditions du ministère de la guerre ?

Au cas où cette responsabilité serait admise, devait-elle l'être avec ou sans le secours d'une sanction quelconque ?

M. Farcy conclusait à la responsabilité de M. de Cissey. Ses conclusions ont été longuement combattues et finalement repoussées par 12 voix contre 6.

Il a été procédé ensuite à la nomination du rapporteur général.

Un premier tour de scrutin a donné les résultats suivants :

MM. Le Faure.....5 voix
Philippoteaux..5 "
Poulevey.....4 "
Farcy.....4 "

Au quatrième tour de scrutin, M. Le Faure a été élu par 11 voix.

Très prochainement M. Farcy lira son rapport sur l'affaire de l'attentat général Gaillet et sur la comptabilité du ministère.

A CEUX QUE LE BON MARCHE INTERESSE :

Il est bon d'apprendre qu'il vient d'arriver : 100 cartons pantalon pour dames, à 95c. 100 cartons bonnets en grenadine à 95c. 50 boites à broderie pour enfants à 75c. 200 douzaines bretelles pour enfants à 65c et 5000 autres bretelles pour dames et demoiselles dont l'énumération ne donnerait qu'une faible idée. Allez plutôt voir à LE BON MARCHE.

Le maréchal P. Wurtzbein doit l'accroissement de sa réputation à la fabrication spéciale des instruments qu'elle recommande. En moins de cinq ans, cette maison de Mobtmahk (non comptés ceux de fabriques différentes) qui lui avaient été expédiés, ont été vendus. Ces pianos de Mobtmahk, et de Chickering, sont évidemment les plus recherchés aujourd'hui. La netteté de leur construction (leur franc, simple boahing around the tuning pin) les met à l'abri de toute critique. Artistes vient d'en prendre livraison la semaine, et invite ses clients à venir les voir, que ceux-ci veuillent acheter ou non.

Jacobs Wenger.—A l'établissement on va de suite dans le sens que l'on désire, un ordonnance de dessus, dessous, dessus, le grand concert sera donné à 8 heures. On y entend de bonne musique et on vend d'excellents rafraîchissements.

Théâtre de l'Opéra.—La compagnie lyrique de M. de Beauplan est arrivée trop tard à Cincinnati pour jouer lundi, mais elle a fait salle comble mardi et mercredi avec les *Huguenots* et la *Juive*. Mme Ambre et Tournié ont été rappelés cinq fois de suite après le quatrième acte des Huguenots et Jourdan a obtenu un grand succès dans Marcel.

Hier soir nous avons assisté à une très belle représentation de la *Flamenca* par la compagnie dramatique. Cette œuvre dans laquelle les plus nobles sentiments sont exprimés dans un fort beau langage, a été interprétée d'une façon excellente par les artistes. Mme Clarence s'y est montrée comédienne de premier ordre dans le rôle de la Flamenca et elle a été réellement émouvante dans ses deux grandes scènes. MM. Molina et Pontus ont tenu les rôles de Daniel Lambert et de Lord Dudley avec beaucoup de dignité et de correction. M. Bourgeois a fait preuve d'excellentes qualités dans le rôle de Henri, Mme Kleber a été charmante et gracieuse dans celui de Laure et M. Fleury très amusant dans celui de Sylvain. En résumé l'ensemble a été excellent et le public s'est montré à juste titre enthousiasmé.

Demain en matinée on donnera *Les Saxonnes*, comédie en un acte et *Les Premières Armes de Figaro*. Dans cette dernière pièce le rôle de Chatelard sera tenu par M. Durrand, comédien d'un mérite réel et régisseur de la troupe dramatique, qui doit avoir son bénéfice dimanche et que nous recommandons au bienveillant patronage du public. L'affiche porte d'ailleurs pour cette occasion le titre magique de *Monte Christo*.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Hier soir, l'Académie était remplie de gens curieux de voir et d'entendre les "Corinne Merrie Makers", troupe d'artistes qui ont tous du talent et dont l'étoile est un prodige. Comme est réellement un phénomène historionique et musical. La pièce qu'on jouait, et qu'on jouera jusqu'à la fin de la semaine, est un excellent burlesque de Cinderella, avec soirées, ballades, dances, et une foule de traits comiques dont on rit à gorge déployée. Le spectacle est de première classe et plaît aux vieux comme aux jeunes. Cela explique le succès quotidien des représentations.

Le nouveau plan des impérialistes.

—Nous lisons dans le *Temps* :

Ce nouveau plan de campagne MM. Lengié et Pascal viennent de l'exposer avec beaucoup de netteté dans un banquet qui a réuni, ces jours derniers, au Palais-Royal, les notabilités du parti bonapartiste, particulièrement les amis du prince Jérôme. Ce plan consiste à substituer à la demande d'un plébiscite sur la forme du gouvernement la demande d'une revision de la Constitution, tendant à modifier le mode d'élection du président de la République et du Sénat. L'un et l'autre seraient élus directement par le suffrage universel.

Le peuple serait appelé à voter par oui ou par non sur la Constitution ainsi réformée. Par ce nouveau programme, les bonapartistes se rapprochent des intransigeants, qui, eux aussi, sollicitent hivement le mode de formation du Sénat auquel parlent volontiers de l'exercice direct de la souveraineté par le peuple. Les organes du néo-bonapartisme vont se rencontrer sur le même terrain avec la *Révolution* et quelques autres feuilles radicales. Cela suffira-t-il à rendre quelques chances au parti bonapartiste ? Ce dangereux gement d'attitude, indiqué déjà depuis quelque temps et si ouvertement attesté dans la réunion du Palais-Royal, semble-t-il à plusieurs correspondants des journaux indépendants comme la fin des rêves impérialistes convertis à la République napoléonienne ! Il est difficile de penser; car un pays ne se laisse pas prendre deux fois au même piège.

M. Lengié et ses amis proposent à la France de reprendre, au profit du prince Jérôme, le système qui a servi au prince Louis Bonaparte pour aller de la présidence de la République à l'empire. C'est assez d'une fois. L'expérience a été décisive ; on ne la recommencera pas, et les bonapartistes n'auront pas plus de succès auprès des électeurs en demandant la révision de la Constitution, qu'ils n'auront essayé empêcher, en se plaçant sur le terrain de l'appel au peuple. Il n'échappera à personne que le but poursuivi est le même, à savoir le rétablissement de l'empire. Ce rétablissement, comme on l'a dit plus haut, semble à la plupart des républicains désespérer par la voie directe du plébiscite, on cherche à l'obtenir par la voie indirecte de la révision ; mais qui donc aura assez perdu le sens pour se laisser prendre à ce jeu ?

CHAUDIERES FIXES.

Un grand lot neuf, bien fait, usé et garnis. Bottes à boulons pour tubes. Plaques de tubes à toutes sortes. Bottes pour dômes et pour filières. Bottes pour dômes et pour filières. Escarpins de toutes sortes. Bottes pour dômes et pour filières. Escarpins de toutes sortes. Bottes pour dômes et pour filières. Escarpins de toutes sortes.

FAUCHE & CROCHET. Bottines pour messieurs formes basses et formes hautes. Escarpins vernis. Pantoufles de tous les dessins.

Le scrutin de liste.

Le dernier numéro de la "Nouvelle Revue" contient un excellent article de M. Masseras sur la question qui, entre toutes, agite aujourd'hui le monde politique.

L'article est net, vigoureux et nourri de documents historiques et contemporains fort intéressants.

M. Masseras, après avoir montré le scrutin de liste beaucoup plus en honneur dans les pays libres, Angleterre, Belgique, Hollande, Italie, Amérique, exposé qu'aux Etats-Unis même la création en fait même contre la nomination au scrutin de liste des délégués à l'élection présidentielle. Voici ce sujet, l'opinion d'un publiciste américain, M. Isaac Elsa :

"Le suffrage populaire direct donnera à la majorité ses véritables attributs et en faisant l'expression pratique de la volonté nationale. Actuellement, la manifestation de cette volonté est sujette à une telle série d'erreurs, qu'elle permet à la minorité d'usurper la place de la majorité par une répartition artificielle des votes favorables à la première. Mais un gouvernement de minorité est une oligarchie, non une démocratie; peut-être le privilège féodal le plus exclusif et le plus odieux de ces gouvernants ne vaut-il guère mieux que celui dépouillé par la naissance ou par toute autre distinction. Et cette oligarchie n'est qu'une tradition condamnant à l'impénitence."

La première aboutit certainement au second, et le majorité, tandis qu'elle n'est pas encore amarrée, ne prend pas la peine de rechercher comment il se fait qu'elle soit gouvernée par la minorité. Mais alors, à moins que la Constitution ne soit amendée cela conduit à la révolution, — et la révolution n'est qu'une autre route menant à l'impérialisme.

"Le périhélisme loi, si je puis M. Masseras, veut dire "dictature", — et la dictature, quelques apparences qu'elle revête, quelque forme qu'elle affecte, est le pacte contre lequel un peuple qui veut rester libre ne doit jamais cesser de se tenir sur le qui-vive."

L'étude de M. Masseras va sans doute provoquer dans la presse quotidienne une nouvelle polémique après laquelle il ne sera plus permis aux députés de ne pas voir clair dans l'aventure où on veut les engager par la suppression du scrutin d'arrondissement.

(Courrier du Soir.)

—Alphonse XII et la reine Marie-Christine ont envoyé à Léon XIII un cadeau familial et particulier de plusieurs précieuses. Ce riche présent, estimé à plus de 200,000 francs, a été remis hier à Léon XIII.

—On écrit de Roubaix :

" Il y a vingt-cinq ans — en 1856 — un petit marchand de nouveautés de Cormontreuil, M. Malrosse-Dindin, était mis en faillite. Il devait 4,000 francs, et comptait parmi ses créanciers quelques fabricants de Roubaix.

" M. Malrosse-Dindin, devenu simple ouvrier, est ne gagnant que 1 fr. 50 par jour, n'ayant plus cependant qu'une seule bouche à nourrir, se remet à l'œuvre et commence à se priver du nécessaire. Il économise son pain, et, il y a quelques jours, il venait triomphant à Roubaix, solliciter ses ordonnateurs ou leurs héritiers pour les désintéresser.

Les crimes et les romans.

Nous lisons dans le *Journal des Débats* :

Un jeune scélérat de quatorze ans—un fort petit-être—attire chez lui un pauvre petit garçon de six ans, l'étrangle d'un coup de couteau et va tranquillement se livrer au poste de police le plus voisin. Il déclare que chargé par son patron, quelques jours auparavant, du recouvrement d'une somme de 200 fr., il a gardé l'argent, acheté un pardessus "afin d'avoir l'air comme il faut", loué une chambre loin de sa famille, et vécu ensuite des plaisirs de son goût jusqu'à épuisement de la somme volée. C'est alors que, ne sachant plus que faire, ce Néron des faubourgs s'est donné la fête de tuer un petit enfant. Comme cela, au moins, on parlerait de lui avant son départ pour la "Nouvelle" ou son entrée dans une maison de détention ; car, paraît-il, il n'a pas l'âge de la guillotine! Eût-il eu cet âge, peut-être eût-il commis son crime quand même; il serait mort en disant : "*Le Radja* le conseille." Ce mot-là doit bien se trouver quelque part dans les romans dont il a fait sa nourriture ou dans les drames auxquels il a assisté!

Il a, en effet, de la littérature, ce petit misérable! On lui demande où il a dépensé son argent. "D. Vous avez été dans de mauvais endroits?—R. Oh! non, Monsieur.—D. Alors vous avez bu.—R. Pas davantage. Je n'aime que deux choses : la lecture des romans et le théâtre. J'ai dépensé tout mon argent au spectacle. Puis, quand je n'ai plus eu d'argent, je ne suis demandé ce que je ferais pour faire parler de moi dans les journaux."—Et, en effet, on y parle de tout le monde; pourquoi pas de lui aussi ? —"C'est alors, ajoute-t-il, que, me souvenant d'une de mes lectures, j'ai mis en action une scène d'un roman (il nomme le roman) et j'ai tué le petit Schœnnen." Et voilà !

Il ne faut rien exagérer. Que de braves gens, lecteurs de journaux à un sou ou spectateurs de drames rouges comme le sang sortent idiotes et absolument candides de ces tristes fréquentations littéraires! Il n'importe! Nous n'admettons point le cœur tout à fait léger en ce monde si nous n'avons sur la conscience la paternité de quelques-unes de ces œuvres malsaines, ou simplement le tort de lui avoir donné asile au bas de la première page d'une feuille quotidienne. Ni la presse ni le théâtre ne sont tout à fait innocents ici, non plus que dans beaucoup de cas analogues ; la presse surtout; la presse à un sou, cette petite presse qui est un si admirable véhicule de toutes choses, bonnes et mauvaises, devrait bien faire son *mea culpâ* ; elle a péché beaucoup péché contre les mœurs, contre le bon sens: elle a versé et elle verse chaque jour le fiel le plus noir de ses inventions sanglantes et malsaines à des imaginations sans défense. Elle donne des *idées* à de pauvres cervelles où le vice n'était encore qu'en germe, elle fournit des modèles au comme des *patrons* d'assassinat! C'est une vilaine besogne ; on y gagne, il est vrai, d'élever le tirage du journal, mais il vaudrait mieux tirer moins.

On nous répondra que ces mêmes journaux qui publient de si mauvais romans sont le plus souvent excellents dans les autres parties de leur rédaction, et que dans le journalisme à bon marché les mauvais romans font passer la bonne politique et toute sorte d'autres enseignements salutaires qui vont avec elle. Si c'est vrai, c'est fort affligeant, mais nous ne le voyons point encore. La fausse, en tout cas, en serait à ceux qui, sans scrupules et uniquement dans un esprit de lucre, ont donné aux lecteurs ces habitudes vicieuses. Il faudra cependant bien s'arrêter dans cette consommation d'inventions sottes et monstrueuses qui dépravent l'esprit public et abêtissent ceux qu'elles ne corrompent pas.

La presse est aujourd'hui une puissance énorme ; toute idée passe par elle pour être lancée dans la circulation des intelligences; elle sert chaque matin au plus grand nombre le pain quotidien de l'esprit, la nourriture de l'âme. Elle est chargée de la mission, la poésie, la fantaisie, l'oubli de la réalité terne et âpre. Elle implique que la presse a charge d'âmes; ce serait son honneur d'y songer sans cesse et de s'en glorifier, comme c'est sa faute et sa très grande faute de l'oublier quelquefois.

La Grèce.—Le *Typhlatt* de Vienne, reçoit d'Athènes une dépêche d'après laquelle le gouvernement grec se propose d'engager 36 officiers étrangers, dont 20 pour l'infanterie et 16 pour la cavalerie. Ces officiers seraient Français et Italiens.

La *Correspondance de Pesth* reçoit de Paris des informations qui confirment la dépêche du *Typhlatt*.

Les voici, elles lui ressemblent de commentaires :

Le gouvernement français est trop près des élections pour fournir à ses électeurs l'occasion de l'en reprocher son immixtion dans les affaires grecques ; mais le gouvernement d'Athènes, certain de pouvoir compter sur l'appui de certaines *personnalité*, vient de leur tendre la perche en leur permettant de tourner la difficulté. N'ayant plus à compter sur la mission Thomassin, le roi Georges aurait, à l'instigation de ses amis de Paris, ouvert les rangs de l'armée grecque aux officiers français. Le décret, connu en France, amènera beaucoup d'offres d'officiers de mérite dont un a déjà les noms à Athènes, et leur participation dans les événements que l'on prépare, sera loin de leur être comptée comme un titre de dévouement auprès du gouvernement français. Le mot d'ordre est à peu près donné à Athènes de ne rien compromettre par une précipitation hâtive. Les officiers français qui sont destinés à prendre rang dans l'armée grecque doivent en compléter l'organisation dans de telles conditions qu'une attaque contre la Turquie puisse être effective.

—Commentaires et conjectures continuent sur la mort du général Ney. On peut dire qu'il y a aujourd'hui une opinion faite dans Paris à ce sujet. Elle est exprimée par le *National* dans la note suivante, qu'il donne comme étant l'exacte vérité :

Le général a eu besoin de 600,000 francs. Pourquoi ? Voilà le mystère. Ce pourquoi est le secret que Ney d'Elchingen a emporté dans la tombe. Nous sommes en droit de penser que si le motif de ce besoin d'argent avait été avouable, il aurait avoué. C'est à sa belle-mère, Mme Heine, que le général Ney avait recours dans des moments de crises financières, crises fréquentes, car Mme Heine avait déjà dépensé plusieurs millions pour son gendre, sans compter qu'elle avait coutume de donner un million au ménage à chaque nouveau né de la duchesse d'Elchingen.

Cette fois, le général échoua, malgré ses instances, malgré ses démarches réitérées qui donnèrent lieu à quelques scènes très vives. Pressé par des nécessités mystérieuses, il imagina alors d'exercer une pression sur Mme Heine. Il prépara, organisa les démarches bizarres dont nous avons connaissance le détail : lettres de menace et de chantage, visites à ses aides de camp, rendez-vous sur la voie publique, etc.

Tout cela passa, hélas, il s'est tué.

Cependant, quelques personnes persistent à croire à un crime. C'est l'opinion du *Paris-Journal* et il en veut voir la preuve dans le double fait que l'on signale un abonné. D'après ce correspondant, le pistolet qu'on a retrouvé dans la main du cadavre était placé dans la main gauche et la paletot du général aurait disparu. Or, le général n'était pas gaucher et sortait toujours avec un paletot léger par-dessus sa redingote, l'abonné conclut au crime. Malheureusement le raisonnement reste sur des faits inexacts. Ainsi que nous l'avons dit, le pistolet était placé dans la main droite de la victime et du général était au complet et ne portait la trace d'aucun dérangement.

Quelques journaux intransigeants demandent une enquête en disant : "Le général s'est suicidé, il était donc coupable, il faut que nous sachions de quel crime." Ce serait là un instrument le procès d'un mort.

—Le mouvement commercial auquel donne lieu l'exportation des vins d'Espagne ne se ralentit pas. Dans la première quinzaine de ce mois, dit la *Gouverde de Bayonne*, il est passé par la gare d'Irun 1,624 wagons contenant 11,700 tonneaux ; 18,745 fûts vides ont pénétré en Espagne pendant la même période de temps. De son côté, le port de Passages trouve dans cette exportation un élément d'activité ; diverses maisons se sont établies, et les vins de Jerez et de la Navarre sont expédiés par tonneau à Bordeaux et au Havre, où on réalise des profits à raison de l'économie des prix du fret par rapport au tarif des chemins de fer.

—Les journaux d'Amsterdam annoncent que Mlle Sarah Bernhardt, aussitôt après son retour d'Amérique, ira en Hollande donner six représentations, dont trois à Amsterdam et trois à la Haye. Elle recevra quatre mille francs par représentation et jouera *Adrienne Lecouvreur*, *Frou-frou* et la *Dame aux Camélias*.

—Avant de se séparer, le congrès des agronomes allemands, réuni à Berlin, a adopté, à l'unanimité, une résolution par laquelle il déclare que la concurrence américaine, en ce qui concerne les céréales et les viandes, constitue un grand danger pour la production indigène des blés et l'élève des bestiaux, et il prie, par conséquent, le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette concurrence ruineuse.

—On écrit de Berlin, à la *Gazette de Magdebourg* : "Le banquier Bleichröder, de Berlin, va se convertir au catholicisme. Cette nouvelle est confirmée par la correspondant romain de la *Deutsche Landeszeitung* et par le *Reichsbote*, qui ajoute que le fils du banquier épousera la fille du comte de Hatzfeld, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, qui est catholique."

—Le congrès des agronomes qui vient de siéger à Berlin a adopté, avant de se séparer une motion "saluant avec une vive sympathie la convocation à Paris d'une conférence monétaire internationale et exprimant le ferme espoir que le gouvernement de l'empire allemand contribuera, dans la mesure du possible et en tenant compte des intérêts allemands, au rétablissement du double étalon conventionnel."

—Les ancêtres de Pierre Joubert, le commandant de l'armée des Boers, étaient, dit le *Nord*, des Français, ainsi qu'il résulte de la note suivante, extraite du registre des mariages de la communauté wallonne à Brielle :

"Le 1er février 1688 eut lieu, dans l'église Wallonne de Brielle, le mariage de Pierre Joubert, natif de la Motte-d'Aigues de Provence, et de Susanne-Reyne de la Roque, native d'Antheron, en Provence, tous deux embarqués dans le vaisseau le *Mont de Sinai*, faisant voile pour le Cap de Bonne-Espérance, sous la conduite de capitaine Samuel Van Greil, et cela après leurs trois annonces publiées dans un même jour, du consentement de messieurs de Ven., magistrats."

On sait qu'une bonne partie des Hollandais actuels du Cap, les soi disant *Boers*, descendent de Français qui, après la révocation de l'édit de Nantes, se réfugièrent en Néerlande et s'embarquèrent pour le Cap ; cependant, il y en a aussi, parmi eux, qui descendent d'Allemands.

—Bouffé, qui est resté un acteur très fin après avoir été un très fin comédien, rappelait l'autre jour qu'il avait eu tous les genres de rôles politiques.

Il était à l'appel une pièce de circonstances, improvisée au lendemain des trois journées de juillet 1830, et dans laquelle il jouait le rôle d'un maçon, le père Gacheux.

—Sais-tu, Mitonflot, disait-il à son camarade, que je me sens assis dans le trône !

—C'est y possible, patron ?..... Et comment y est-on ?

—Ah ! et tu saurais comme on s'en fonce là-dedans !

—Trop de différence dans la hauteur des mousseaux prouve l'inconsistance.

—Les gens qui écrivent "rond" sont... de la roudeur, naturellement, et un cœur excellent.

Les belles majuscules, élégamment dessinées, annoncent une puissance comparative pour les choses de l'esprit, un sens esthétique très développé.

Une écriture pointue ? Caractère idem. Mais si les pointes sont seulement dans le bas des lettres, beaucoup de persévérance alors.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.—Décédé, hier soir, à 6 heures 1/2, à l'âge de 39 ans le sociétaire AUGUSTIN DESPEAUX, né à Mont de Marsan, département des Gers, France.

MM. les Sociétaires et spécialement ceux de la catégorie du mois de MARS, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi à 4 heures. Le convoi partira de l'Asile où le corps est exposé.

Par ordre du Président,

J. SCHWEITZER, Secrétaire.

Décédé jeudi soir, à six heures et quart, AL PHONSE GEMICHEN, à l'âge de 24 1/2 ans. Les amis et connaissances des familles Gemichen, Stouse, Vignaud et Mésnard, sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu à 4 heures. Le convoi partira de la dernière résidence, entrepôt Orléans et Dauphine.

SERVICE FUNEBRE.

Un service funèbre sera célébré à la Cathédrale St. Louis, MERCREDI, 23 courant, à 8 heures du matin, pour le repos de l'âme de CAROLINE MASSAZZA. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'y assister.

De la part de ses époux John Rorebl et de sa fille.

15 mars—2t 23.

Demande.

ON demande une femme respectable (blanche ou de couleur) pour faire un petit ménage. Inutile de se présenter sans de bonnes recommandations. S'adresser au No 291 rue Royale.

13mars—1j

Bureau de la compagnie "Importers Rosalie Worsted" coin des rues Conti et Pétora — Nouvelle Orléans, le 15 mars 1881.—Avis est donné par la présente aux Directeurs que la réunion du Bureau des Directeurs qui a été fixée au 14 du courant, au dividende de 7% pour cent, a été déclaré, payable sur demande.

HENRI TREMOULET, Président.

15 mars—3t

Bureau de la Compagnie d'Assurances des Marchands, No 604 rue du Canal, Nlle-Orléans. 15 mars 1881.—Avis est donné que l'élection annuelle de cette compagnie aura lieu au bureau de cette compagnie LUNDI 4 avril 1881, de 10 heures à midi et de 2 heures P. M.

G. W. MOTT, Secrétaire.

Metropolitan L. S. et F. Bank. No 8 rue Chartres.—Les personnes en retard pour l'intérêt des objets mis en gages, sont priées de les régler immédiatement, autrement les objets seront vendus.

13 mars—10j

L. FIBBEL, Appr.

REGNAULT
TAILLEUR,
3.....rue de la Bourse.....3
A PARIS.

M. REGNAULT, tailleur, demeurant autrefois rue Richelieu No 54, informe sa clientèle louisianaise qu'il continue toujours sa clientèle d'hommes indiqué, l'expérimentation de son dernier trip. Son prix restent fixés, comme par le passé, pour les étoffes de première qualité au tarif suivant :

Jaquette..... 90 francs | Gilets..... 20 francs
Redingotte..100 " | Pantalons ... 40 "
Habit.....110 " | Pardessus double soie. 110 "

Pardessus d'hiver doublé tout 120 francs.

13 mars—1m

TOILES ! TOILES !
D. H. HOLMES,
15 Bourbon—15 Conseil—14 Dauphine

Vient de recevoir par vapeur, un vaste et excellent assortiment de :

Toiles à Chemises.
Toiles de Paris,
Damas,
Nappes de Table,
Serviettes, etc., etc., etc. ;
—AUSSI—
Des ROBINETS, CRETONNES, COUNTERPANES et autres Articles de Ménage.

13mars—1j

C'est maintenant qu'il faut acheter vos étoffes de printemps.

ALLEZ CHEZ
DANZIGER
pour profiter des immenses bargains qu'ils offrent cette semaine, afin de faire place aux nouveaux marchandises de printemps et d'été qui arrivent chaque jour.

VOYEZ LES PRIX

2 Cotonnes de flanelleuse en couleur valant actuellement 20 cts, réduits à 12 1/2 cts.
800 piè